



CHAPITRE 206

LOI CONCERNANT LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce*. S. R. 1925, c. 101, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 6.

SECTION I

DU MINISTRE ET DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

Adminis-
tration.

2. Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce a l'administration et la direction du département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce. S. R. 1925, c. 101, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 7.

Devoirs
du
ministre.

3. Le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce est chargé notamment:

1° De surveiller, dans toute la province, l'administration et la mise à exécution des lois concernant le système municipal;

2° De favoriser, par tous les moyens et mesures qu'il juge adéquats, l'avancement et le développement de l'industrie et du commerce de la province;

3° De coopérer avec le gouvernement du Canada pour faciliter la mise à exécution dans la province des lois du parlement du Canada relatives à l'industrie et au commerce de manière à en faire bénéficier l'industrie et le commerce de la province;

4° De suggérer des mesures pratiques pour la vente et l'utilisation rationnelles

CHAPTER 206

AN ACT RESPECTING THE DEPART- MENT OF MUNICIPAL AFFAIRS, TRADE AND COMMERCE

1. This act may be cited as the *Short title.*
Municipal Affairs, Trade and Commerce
Department Act. R. S. 1925, c. 101, s. 1;
25-26 Geo. V, c. 45, s. 6.

DIVISION I

MINISTER AND STAFF

2. The Minister of Municipal Affairs, *Adminis-*
Trade and Commerce shall have the *tration.*
administration and direction of the De-
partment of Municipal Affairs, Trade and
Commerce. R. S. 1925, c. 101, s. 2; 25-26
Geo. V, c. 45, s. 7.

3. The Minister of Municipal Affairs, *Duties of*
Trade and Commerce shall, in particular, *Minister.*
have charge of:

1. Supervising, throughout the Province, the administration and the carrying out of the laws respecting the municipal system;

2. Favouring, by all the methods and means which he may deem adequate, the advancement and the development of the trade and commerce of the Province;

3. Cooperating with the Government of Canada to facilitate the carrying out in the Province of the acts of the Parliament of Canada relating to trade and commerce so that the trade and commerce of the Province benefit thereby;

4. Suggesting practical measures for the rational sale and utilization of the

des produits provenant de l'industrie et du commerce de la province, tant au pays qu'à l'étranger;

5° De compiler les statistiques, à l'exception des statistiques démographiques. S. R. 1925, c. 101, a. 3; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 8; 5 Geo. VI, c. 22, a. 13.

trade and commerce products of the Province, both in this country and abroad;

5. Compiling statistics, except demographic statistics. R. S. 1925, c. 101, s. 3; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 8; 5 Geo. VI, c. 22, s. 13.

Rapport
Annuel.

4. Le ministre dépose devant la Législature, dans les dix jours du commencement de chaque session, un rapport des affaires de ce département pendant l'année précédente. S. R. 1925, c. 101, a. 4.

4. The Minister shall, within ten days after the opening of each session thereof, submit to the Legislature a report of the affairs of the Department during the preceding year. R. S. 1925, c. 101, s. 4.

Annual
report.

Sous-
ministre.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce.

5. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a Deputy Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Deputy
Minister

Officiers.

Il nomme, en outre, tous les officiers, inspecteurs et commis nécessaires à la bonne administration du département.

He shall further appoint all the officers, inspectors and clerks found necessary for the proper administration of the Department.

Officers,
etc.

Devoirs.

Ces officiers, inspecteurs et commis occupent leurs charges durant bon plaisir et remplissent les devoirs qui leur sont assignés par la loi ou par le ministre.

Such officers, inspectors and clerks shall hold office during pleasure, and shall perform the duties which are assigned to them by law or by the Minister.

Duties.

Comp-
tables.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, en dehors du département, les comptables qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service et les destituer à sa discrétion.

The Lieutenant-Governor in Council may also appoint from outside of the Department, such accountants as he may deem necessary for the efficiency of the service, and dismiss them at his pleasure.

Account-
tants.

Serment.

Les inspecteurs et les comptables ainsi nommés doivent, avant leur entrée en fonction, prêter, devant un juge de la Cour supérieure, le serment d'office.

Such inspectors and accountants so appointed shall, before entering upon their duties, take the oath of office before a judge of the Superior Court.

Oath.

Rapports
certifiés.

Tout rapport d'un inspecteur ou d'un comptable dûment certifié par l'un ou l'autre comme vraie copie fait preuve de lui-même de son contenu devant tout tribunal judiciaire. S. R. 1925, c. 101, a. 5; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 9.

Every report of an inspector or an accountant, duly certified by either as a true copy, shall be proof *prima facie* of its contents before any court of justice. R. S. 1925, c. 101, s. 5; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 9.

Certified
reports.

Signature
des actes.

6. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou le sous-ministre.

6. No deed, contract, document or writing shall be binding upon the Department, or held to be the act of the Minister, unless signed by him or by the Deputy Minister.

Signa-
ture of
deeds, etc.

Authen-
ticité.

Toute copie de document formant partie des archives du département et certifiée par le ministre ou par le sous-ministre comme vraie copie, est censée authentique et a, de lui-même, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire. S. R. 1925, c. 101, a. 6.

A copy of any document forming part of the records of the Department certified by the Minister or the Deputy Minister as a true copy, shall be considered authentic, and shall have *prima facie* the same legal effect as the original in any court of justice. R. S. 1925, c. 101, s. 6.

Authen-
ticity.

Tarif des
droits.

7. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir et modifier, abroger et remplacer à sa discrétion le tarif des droits et honoraires payables à l'occasion de tout acte qui doit être fait et de tout document qui doit être émis ou certifié par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, de même que par le lieutenant-gouverneur ou par une personne quelconque, en vertu de toute loi concernant les municipalités ou les corporations scolaires.

Paiement
au
préalable.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également décréter que les droits et honoraires exigibles doivent être payés au préalable dans les cas qu'il détermine. S. R. 1925, c. 101, a. 7; 16 Geo. V, c. 34, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 10.

7. 1. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend, replace or repeal tariffs of duties and fees in connection with any act to be done or any document to be issued or certified by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, by the department presided over by him, or by an officer of such department, as well as by the Lieutenant-Governor or by any person under any act respecting municipalities or school corporations.

Tariffs of
duties, etc.

2. The Lieutenant-Governor in Council may also order that the duties and fees which are exigible shall be paid in advance in the cases specified by him. R. S. 1925, c. 101, s. 7; 16 Geo. V, c. 34, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 10.

Advance
payment.

SECTION II

DU BUREAU DES INSPECTEURS-VÉRIFICATEURS

Bureau
d'inspec-
teurs-véri-
ficateurs.

8. Il est créé, dans le département des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, un bureau d'inspecteurs-vérificateurs composé de personnes compétentes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil, au nombre qu'il juge convenable et avec le traitement déterminé suivant les dispositions de la Loi du service civil (chap. 11), pour visiter, sous la direction du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, les bureaux des conseils municipaux de la province.

"Conseil
municipal".

Les mots "conseils municipaux" et "conseil municipal" dans la présente section, signifient et comprennent les conseils des municipalités de comté, de cité, à l'exception de ceux de Québec et de Montréal, de ville, de village et de campagne, quelle que soit la loi qui les régit. S. R. 1925, c. 101, a. 8; 16 Geo. V, c. 14, a. 26; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 11.

Devoirs
des ins-
pecteurs-
vérifica-
teurs.

9. 1. Chaque inspecteur-vérificateur est tenu de faire la visite des bureaux des conseils municipaux mentionnés dans l'article 8, qui lui sont désignés par le ministre, afin de s'assurer:

a) Que les livres, registres et archives de ces bureaux sont tenus correctement et suivant la loi;

DIVISION II

BUREAU OF EXAMINING-AUDITORS

8. There shall be created, in the Department of Municipal Affairs, Trade and Commerce, a bureau of examining-auditors composed of competent persons appointed by the Lieutenant-Governor in Council, in such number as he shall deem expedient and with the salary determined under the provisions of the Civil Service Act (Chap. 11), to visit, under the direction of the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, the offices of the municipal councils in the Province.

Bureau of
examin-
ing-audi-
tors.

The words "municipal councils" and "municipal council" in this section, mean and include the councils of county municipalities, of city municipalities with the exception of those of Quebec and Montreal, of town, village and rural municipalities, irrespective of the law by which they are governed. R. S. 1925, c. 101, s. 8; 16 Geo. V, c. 14, s. 26; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 11.

"Municipal
council".

9. 1. Each examining-auditor shall be obliged to visit the offices of the municipal councils mentioned in section 8, indicated to him by the Minister, in order to ascertain whether:

Duty of
examin-
ing-
auditors.

a. The books, registers and archives of such offices are kept correctly and in accordance with the law;

b) Que le cautionnement du secrétaire-trésorier est valable et suffisant;

c) Que les deniers publics sont administrés suivant la loi;

d) Que les lois relatives aux revenus et aux dépenses des corporations municipales sont observées.

Comp-
tabilité
uniforme.

2. Chacun de ces officiers doit de plus faire aux municipalités toutes les suggestions propres à leur faire adopter un système de comptabilité uniforme et, pour cette fin, leur fournir gratuitement tous les renseignements nécessaires.

Action
séparée.

3. Chacun de ces officiers peut agir séparément. S. R. 1925, c. 101, a. 9.

Rapport
au
ministre.

10. Chaque inspecteur-vérificateur doit faire, au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, un rapport complet de chacune de ses inspections, et consigner dans ce rapport toutes les observations qu'il juge à propos au sujet du bureau en question, et spécialement les changements qui lui paraissent nécessaires pour obtenir l'uniformité dans la comptabilité des bureaux, et toutes recommandations concernant la garde en sûreté des deniers de la municipalité et l'accomplissement des devoirs du secrétaire-trésorier et des autres officiers municipaux. S. R. 1925, c. 101, a. 10; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 12.

Instruc-
tions du
ministre.

11. Sur réception du rapport d'un inspecteur-vérificateur, le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce peut donner au conseil intéressé telles instructions qu'il juge être dans l'intérêt de la municipalité. S. R. 1925, c. 101, a. 11; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 13.

Transmis-
sion au
conseil
mun.

12. Ces instructions du ministre sont transmises, par lettre recommandée, au maire et au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité, et le maire, le secrétaire-trésorier ou greffier sont tenus d'en saisir le conseil à la première assemblée générale ou spéciale tenue après leur réception.

Action du
conseil.

À cette assemblée le conseil municipal doit prendre connaissance de ces instructions et il peut édicter les mesures qu'il croit nécessaires pour les mettre à exécution. S. R. 1925, c. 101, a. 12.

b. The security for the secretary-treasurer is valid and sufficient;

c. The public moneys are administered according to law;

d. The laws respecting the revenues and expenses of municipal corporations are observed.

2. Each such officer shall further make to the municipalities all suggestions of a nature to induce them to adopt a uniform system of accountancy, and, for such object, supply them gratuitously with all necessary information.

Uniform
account-
ing.

3. Each such officer may act separately. R. S. 1925, c. 101, s. 9.

Separate
action.

10. Each examining-auditor shall make a complete report to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of each of his inspections, and insert in such report all the remarks he may deem expedient regarding the office in question and particularly the changes which seem to him necessary in order to obtain uniformity in the accountancy of the offices, and all recommendations as to the safe-keeping of the funds of the municipality and the accomplishment of the duties of the secretary-treasurer and of the other municipal officers. R. S. 1925, c. 101, s. 10; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 12.

Report to
Minister.

11. Upon receipt of the report from an examining-auditor, the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, may give the council interested such instructions as he may deem to be in the interest of the municipality. R. S. 1925, c. 101, s. 11; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 13.

Instruc-
tions of
Minister.

12. The Minister's instructions shall be sent by registered letter to the mayor and secretary-treasurer or clerk of the municipality, and the mayor, secretary-treasurer or clerk must acquaint the council therewith at the first general or special meeting held after the receipt thereof.

Trans-
mission
to council.

The municipal council shall, at such meeting, take cognizance of such instructions and may order the steps it deems necessary to carry them out. R. S. 1925, c. 101, s. 12.

Action by
council.

Enquête.

13. Tout inspecteur-vérificateur doit également, lorsqu'il en est requis par le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, faire une enquête sur la conduite de tout officier municipal, lorsqu'il est de l'intérêt public que cette enquête ait lieu; et il a, relativement à cette enquête, tous les pouvoirs que possède un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 9) articles 2 à 7. S. R. 1925, c. 101, a. 13; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 14.

Production de documents.

14. Tout officier municipal qui tient les livres de comptes ou les registres des procès-verbaux d'une municipalité doit, chaque fois que le lui demande un inspecteur-vérificateur, produire et exhiber à cet inspecteur-vérificateur, pour examen et inspection, tous rôles, livres, comptes, pièces justificatives et documents dont il a la possession, la garde ou le contrôle. S. R. 1925, c. 101, a. 14.

Peine au cas de refus.

15. Tout officier municipal qui néglige ou refuse de se conformer aux dispositions de l'article 14, est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus deux cents dollars, recouvrable par conviction sommaire. S. R. 1925, c. 101, a. 15.

Sous-ministre.

16. Le sous-ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce possède d'office tous les droits et pouvoirs conférés par la présente section aux inspecteurs-vérificateurs. S. R. 1925, c. 101, a. 16; 25-26 Geo. V, c. 45, a. 15.

Dépenses des inspecteurs.

17. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine le montant qui est payé aux inspecteurs-vérificateurs pour défrayer les frais encourus par eux lorsqu'ils voyagent à l'occasion de l'exécution des devoirs qui leur sont imposés. S. R. 1925, c. 101, a. 17.

Budget.

18. Les dépenses encourues par la mise à exécution de la présente section sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature. S. R. 1925, c. 101, a. 18; 5 Geo. VI, c. 6, a. 7.

13. Every examining-auditor shall likewise, when so required by the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, hold an inquiry into the conduct of any municipal officer, when it is in the public interest that such inquiry be held; and he shall have, with respect to such inquiry, all the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 9) sections 2 to 7. R. S. 1925, c. 101, s. 13; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 14.

14. Every municipal officer who keeps the account books or the registers of the *procès-verbaux* of a municipality must, whenever asked to do so by an examining-auditor, produce and show to such examining-auditor, for examination and inspection, all rolls, books, accounts, vouchers and documents in his possession, custody or control. R. S. 1925, c. 101, s. 14.

15. Every municipal officer who neglects or refuses to comply with the provisions of section 14 shall be liable, for each offence, to a fine of not less than twenty-five dollars nor more than two hundred dollars, recoverable on summary conviction. R. S. 1925, c. 101, s. 15.

16. The Deputy Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce shall *ex officio* have all the rights and powers conferred by this division upon the examining-auditors. R. S. 1925, c. 101, s. 16; 25-26 Geo. V, c. 45, s. 15.

17. The Lieutenant-Governor in Council shall determine the sum to be paid to examining-auditors in order to defray the costs incurred by them in travelling in the execution of the duties with which they are charged. R. S. 1925, c. 101, s. 17.

18. The expenses incurred in the carrying out of this division shall be paid out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature. R. S. 1925, c. 101, s. 18; 5 Geo. VI, c. 6, s. 7.